

ANTIDOTE hebdo

CGT Finances Publiques 44

N° 388 / 17 octobre 2019

EMPLOIS
RÉSEAU
MISSIONS

FINANCES PUBLIQUES

MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS

IGNOMINIE

Le 10 octobre dernier, E. Macron a jeté l'opprobre sur les vérificateurs·trices du Contrôle Fiscal. Devant un parterre de chef·fes d'entreprise, le chef de l'État, « garant des institutions » a tenu un discours à charge assez hallucinant contre nos collègues : « *Quand quelqu'un arrive et pour la 1ère fois vous met la douille, vous met les pénalités plein pot, vous pourrez lui dire « J'ai vu le Président de la République, il nous a dit qu'il y a le droit à l'erreur ! S'ils ne sont pas au courant, vous m'écrivez ».*

Au delà de la méconnaissance ou du gros mensonge sur la manière dont se déroule le contrôle fiscal, E. Macron se place dans les faits au-dessus des lois !

Le devoir de loyauté et de neutralité rappelé à tout bout de champ dans les discours, dans les échanges en cours dans les Directions et sur le site Ulysse ne s'applique-t-il pas au Président de la République ? L'obligation de soutien aux personnels dans l'accomplissement de leurs missions ne s'applique-t-elle pas au Président de la République ?

Le propos est diffamatoire, blessant et injurieux.

Nous dénonçons depuis longtemps ce discrédit envers l'ensemble des missions de contrôle : Urssaf, Inspection du Travail, Environnement, CCRF.

Pour la CGT, l'État doit défendre la démocratie contre la loi du plus fort. L'auto régulation du marché au nom de la liberté d'entreprendre, ça ne fonctionne pas. L'accident industriel de Lubrizol est là pour nous le rappeler.

VOTATION

Depuis les annonces de la fin du printemps, la parole est monopolisée par DARMANIN, le Directeur Général Jérôme FOURNEL et les directeurs départementaux.

Dans un tourbillon médiatique sans précédent, ces derniers, servilement relayés dans les directions locales, font feu de tout bois pour essayer de convaincre les élu·es et personnels de la DGFIP que ces réformes sont bonnes pour eux, pour le service public, et que personne ne sera laissé sur le bord de la route. Ils n'hésitent pas à utiliser tous les raccourcis possibles, et parfois à mentir, pour éviter que la contestation ne prenne de l'ampleur.

Les résultats nationaux de la mobilisation du 16 septembre montrent que les agent·es rejettent en masse les projets de réforme du gouvernement portés par la DG.

L'intersyndicale nationale organise une votation de l'ensemble des agent·es pour reprendre la main.

Nous vous invitons à participer massivement à ce scrutin en cours d'organisation.

FINANCES PUBLIQUES

MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS

**PRENEZ
LA
PAROLE !**
PARTICIPEZ À LA VOTATION INTERSYNDICALE

MALAISE SALARIAL

Une vague de démissions touche tous les secteurs.

Le patronat a tellement mis la pression sur les salaires (et les salarié·es) que la précarité est un fait acquis. Les gens font désormais facilement le choix de partir à la moindre difficulté. La casse des statuts divers et variés (Cheminots, Fonction Publique, Lois Travail) conduit à un désengagement massif des salarié·es. Et les patrons commencent à s'en mordre les doigts. En off, la CGT est approchée par le patronat pour "réfléchir à remettre des cadres, notamment sur les augmentations de salaires".

Et oui le turn over des salarié·es, la perte de la culture d'entreprise commence à fortement fragiliser les entreprises (et notamment leurs profits !).

Contrairement aux idéologues néolibéraux qui persistent à vouloir tout déréguler, les acteurs de terrain sont à deux doigts de tirer le signal d'alarme. C'est le moment pour nous de renforcer l'action collective dans les entreprises, se syndiquer, prendre des responsabilités au sein du syndicat. **Stopper la casse sociale sous toutes ses formes est une urgence collective.**

Rendez-vous le 14 novembre pour la DGFIP et le 05 décembre, tous secteurs confondus.

RETRAITES : ET LES RÉGIMES SPÉCIAUX ?

3 % des salarié·es seulement sont bénéficiaires des régimes spéciaux, toujours mis en place pour des bonnes raisons (pénibilité, dangerosité), mais aussi le fruit des luttes gagnantes.

Focaliser l'attention des français·es sur cet épiphénomène est un rideau de fumée pour occulter le fait que 100 % des français·es vont perdre avec la réforme Macron (retraité·es actuel·les compris·es !). Ce sont les prélèvements indus du gouvernement dans les comptes sociaux qui mettent en danger notre système de retraite.

Avec la CGT, luttons pour une juste réforme des retraites, contre les projets de régression sociale.

